

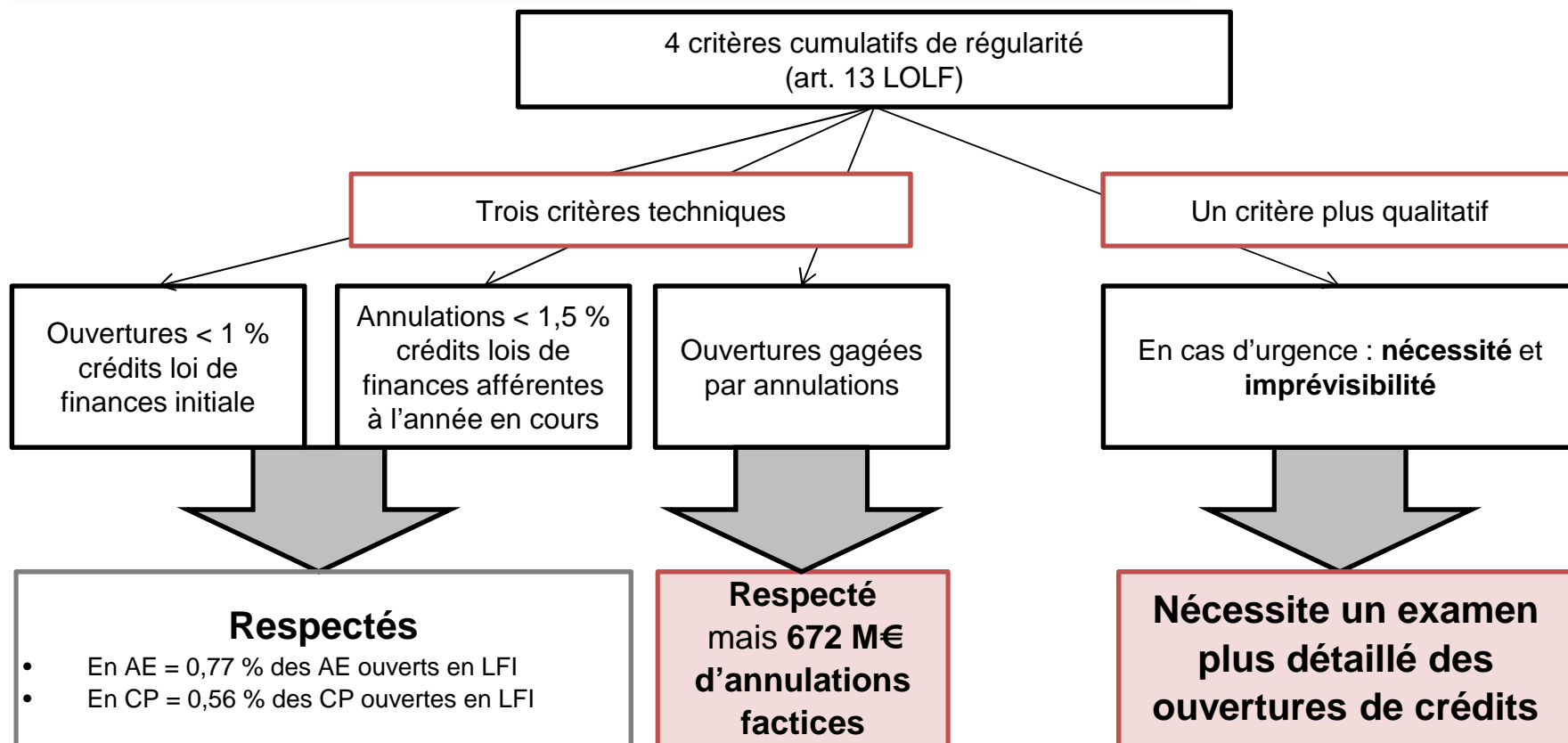


## Projet de décret d'avance – novembre 2016

Albéric de Montgolfier, rapporteur général  
Commission des finances  
Mardi 29 novembre 2016



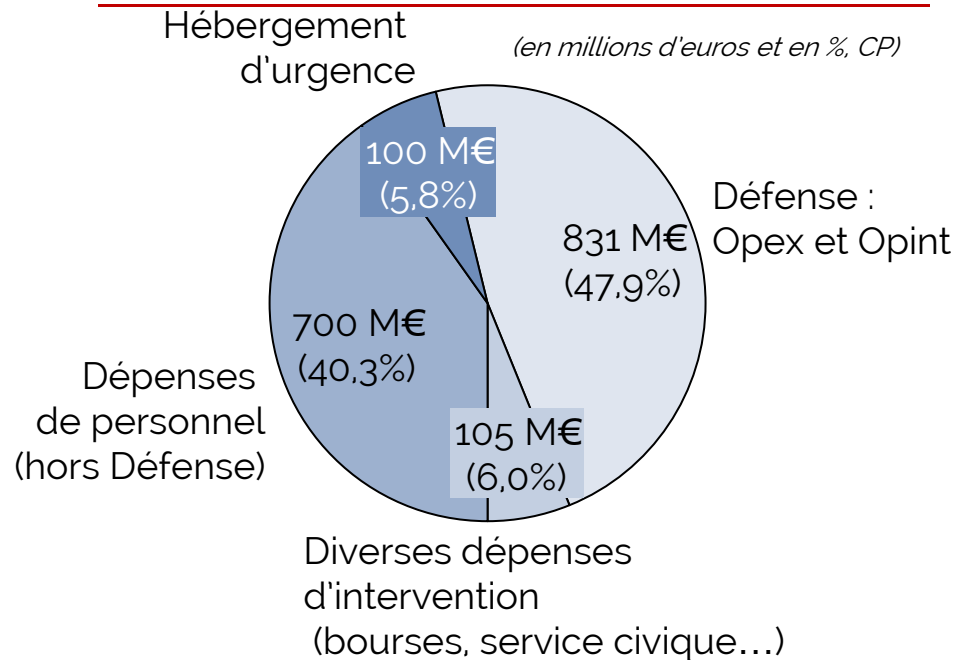
## Quatre critères cumulatifs de régularité



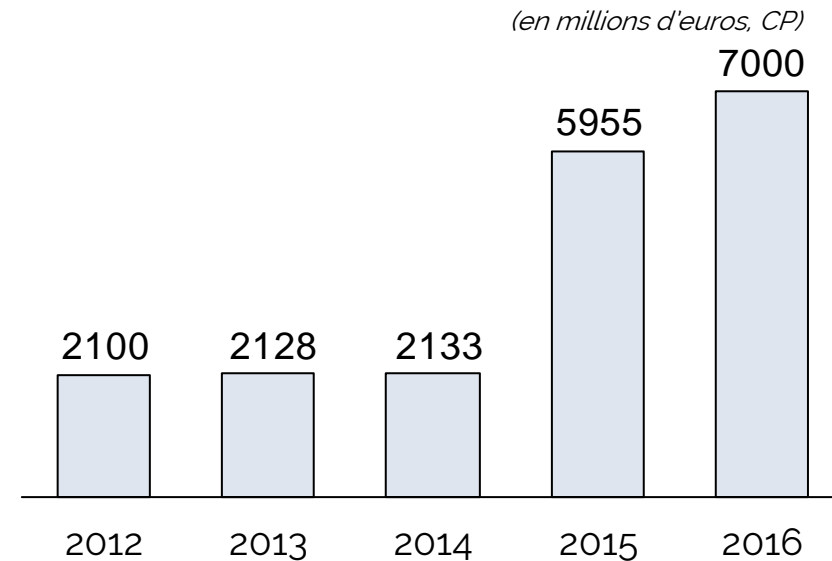
# I. – Les ouvertures de crédits

1,7 milliard d'euros ouverts en AE et en CP dans le cadre d'un schéma de fin de gestion de 7 milliards d'euros

### Ouvertures prévues par le DA



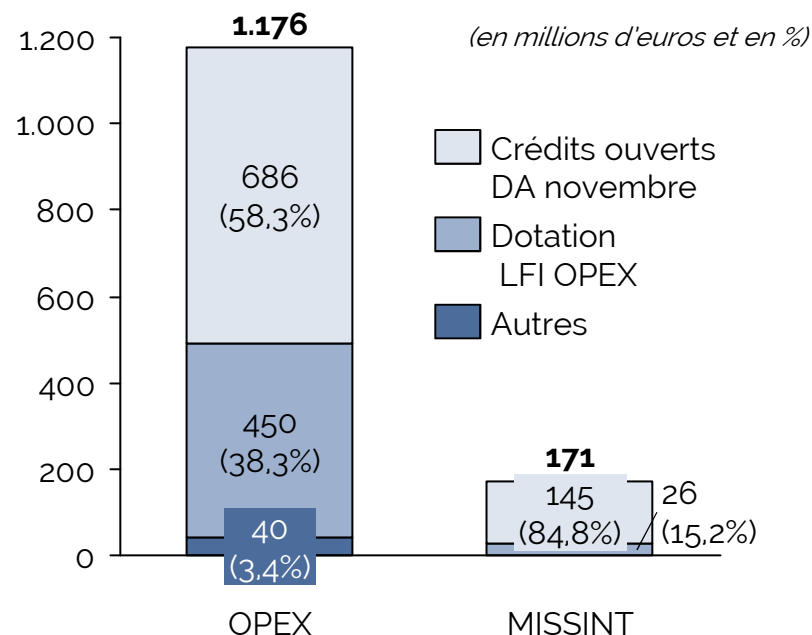
### Schéma de fin de gestion



Source : commission des finances du Sénat, d'après le projet de décret d'avance et le projet de loi de finances rectificative pour 2016

# 831 millions d'euros ouverts pour les opérations extérieures (Opex) et intérieures (Missint) du ministère de la défense

## Coût des opérations extérieures et intérieures en 2016



## Répartition des surcoûts Opex

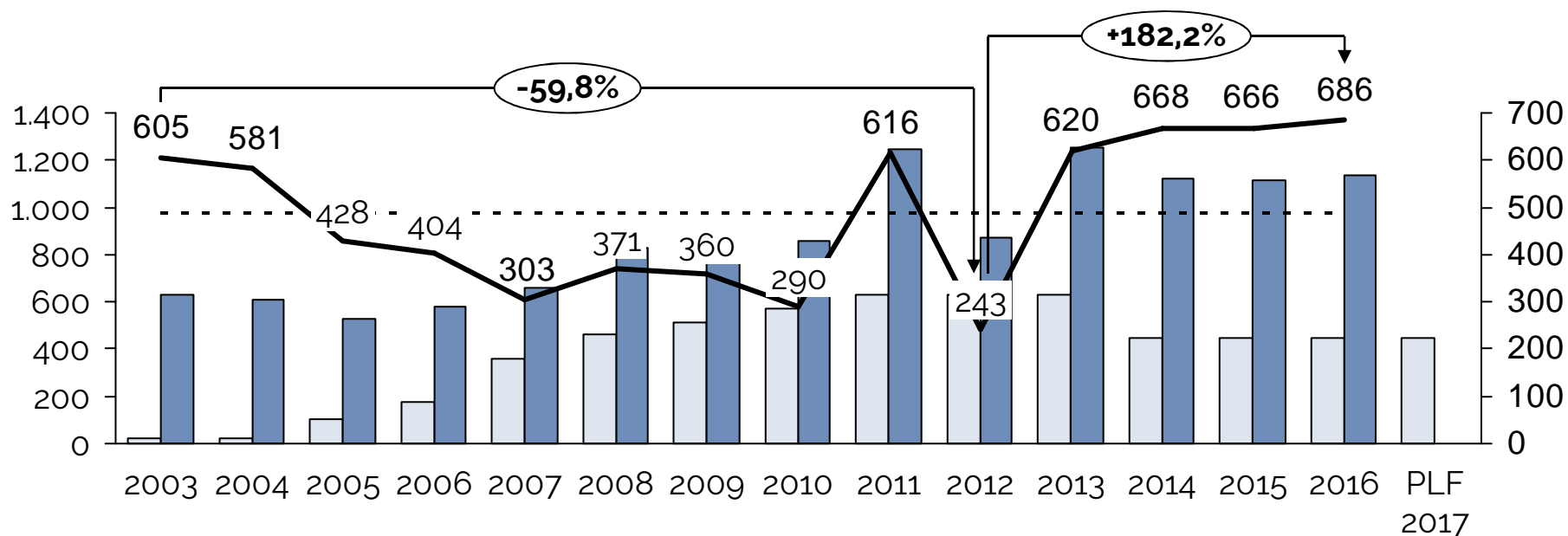
(en millions d'euros et en %)

	T2	HT2	Total en M€	Total en %
Sahel	151,1	447,2	598,3	50,9%
Irak & Levant	60,5	309,1	369,6	31,4%
RCA	23,2	65,6	88,8	7,6%
Liban	31,4	20,2	51,6	4,4%
Afghanistan	5,8	21,9	27,8	2,4%
Côte d'Ivoire	7,8	10,2	18	1,5%
Autres OPEX	4,6	8,7	13,3	1,1%
Atalante	2	2,4	4,4	0,4%
Kosovo - Macédoine	0,1	2,3	2,4	0,2%
Manque à gagner service de santé des armées		2	2	0,2%
<b>Total coûts OPEX</b>	<b>286,5</b>	<b>889,6</b>	<b>1176,1</b>	<b>100,0%</b>

Source : commission des finances du Sénat, d'après le projet de décret d'avance et les réponses du Gouvernement au questionnaire du rapporteur général

# 686 millions d'euros ouverts au titre des opérations extérieures (Opex) : le plus fort dépassement de la dotation initiale depuis 2003

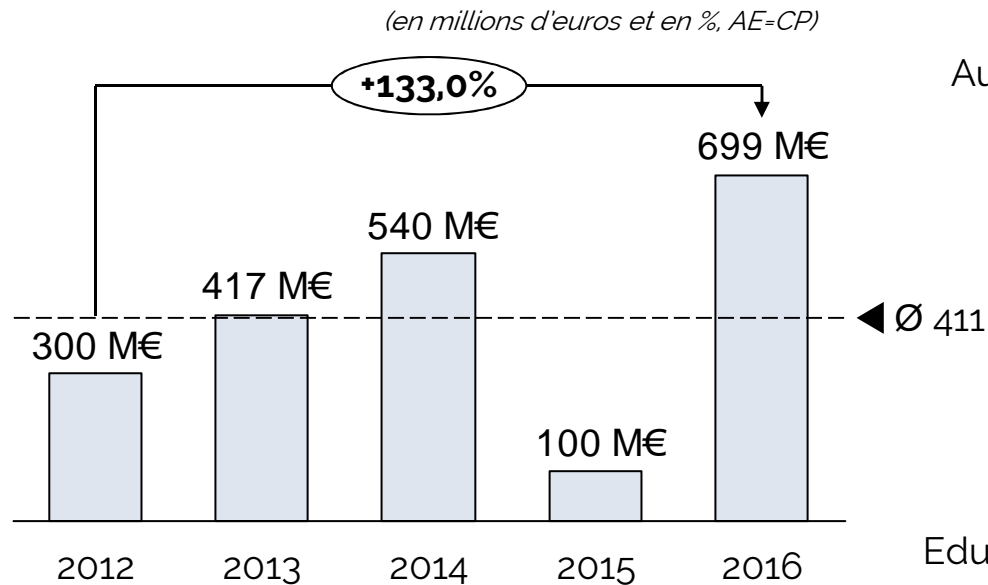
Surcoût Opex : Prévission LFI    **—** Ecart à la prévision    *(en millions d'euros et en %)*  
 Surcoût Opex : Exécution    **- - -** Moyenne de l'écart à la prévision 2003-2015



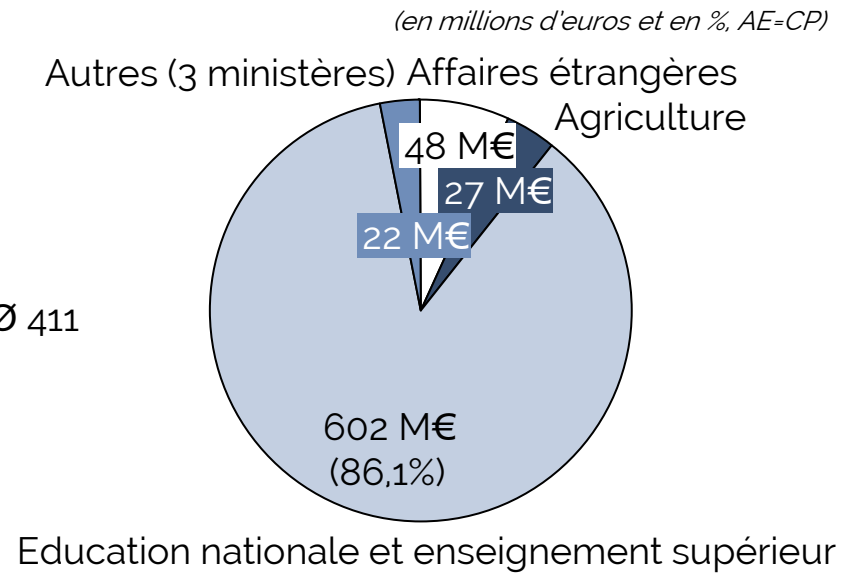
Source : commission des finances du Sénat, d'après le projet de décret d'avance

## La masse salariale : un dérapage inédit de 700 millions d'euros

### Ouvertures en fin de gestion liées à la masse salariale de l'État (hors défense)

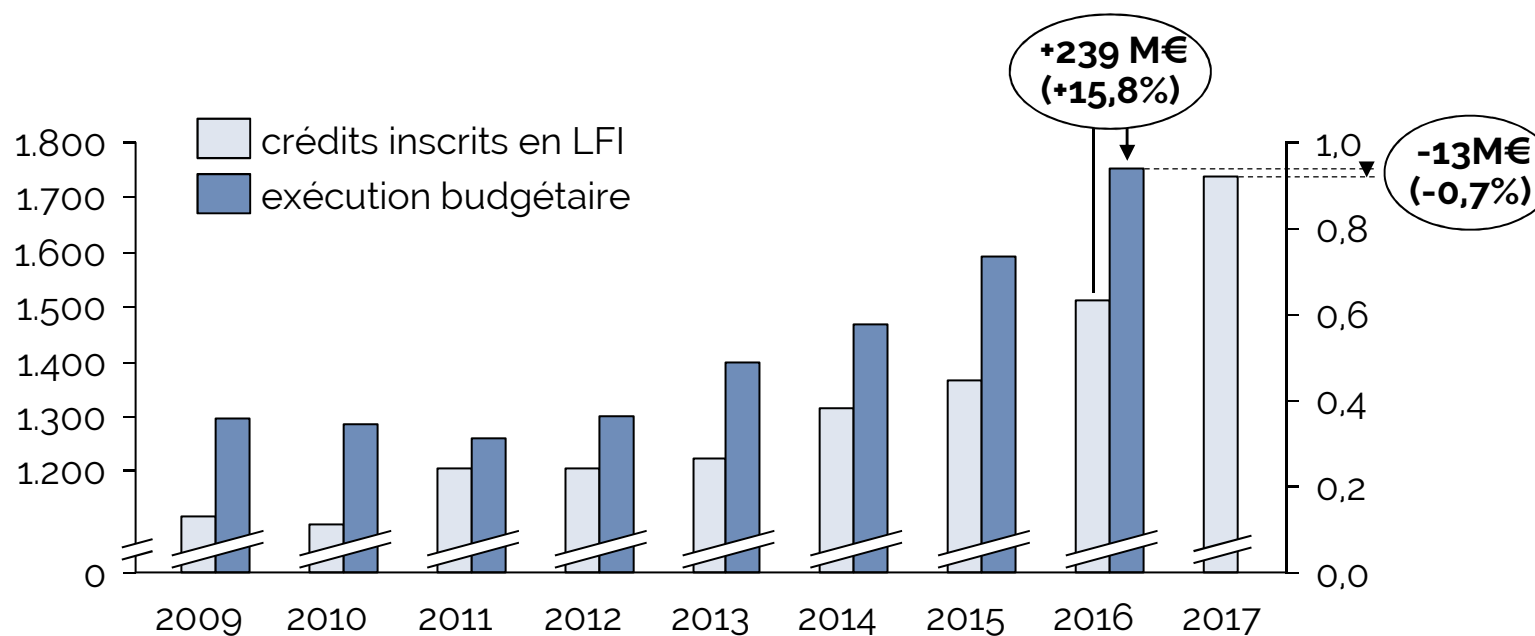


### Répartition des ouvertures liées à la masse salariale en 2016



# L'hébergement d'urgence : 239 millions d'euros ouverts en cours d'année dont 100 millions d'euros par le présent décret d'avance

(en millions d'euros et en %)



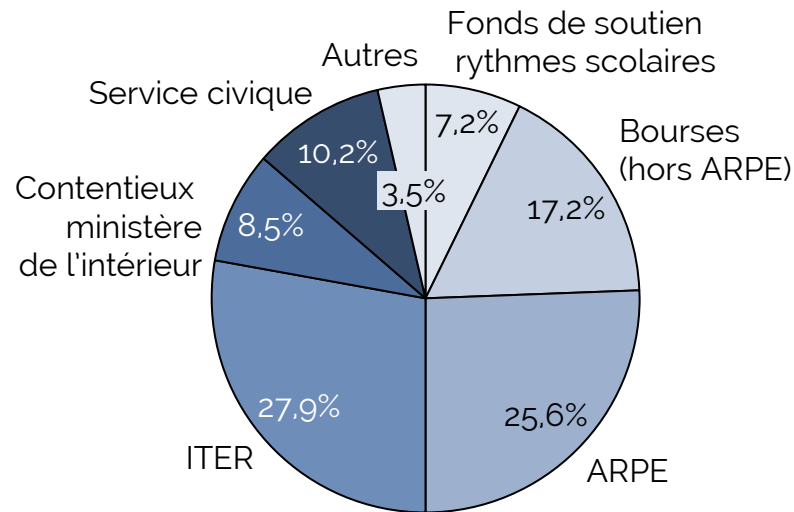
Source : commission des finances du Sénat, d'après le projet de décret d'avance et les documents budgétaires



118 millions d'euros au titre de l'aide à la recherche du premier emploi (ARPE), des bourses, du service civique et des contentieux

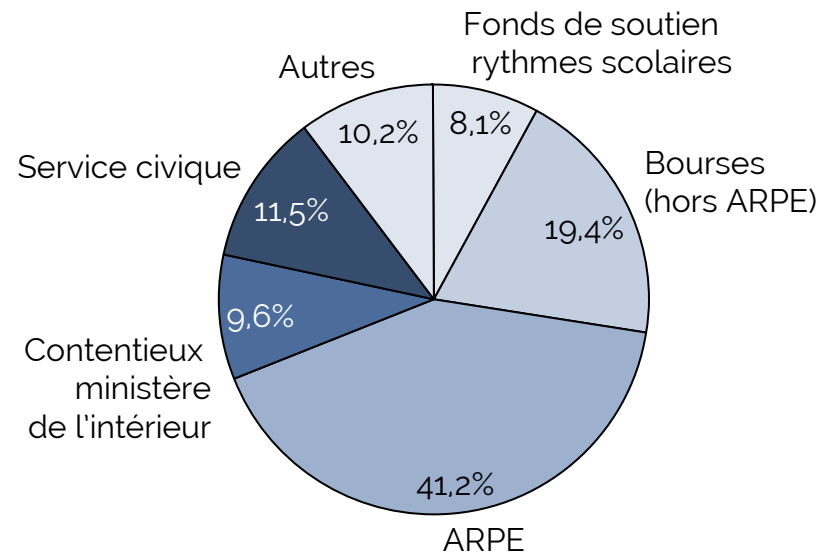
**Répartition des ouvertures liées à diverses dépenses d'intervention en AE**

*(en millions d'euros et en %)*



**Répartition des ouvertures liées à diverses dépenses d'intervention en CP**

*(en millions d'euros)*



Source : commission des finances du Sénat, d'après le projet de décret d'avance et les réponses du Gouvernement au questionnaire du rapporteur général

## **II. – Les annulations de crédits**

## II – Les annulations



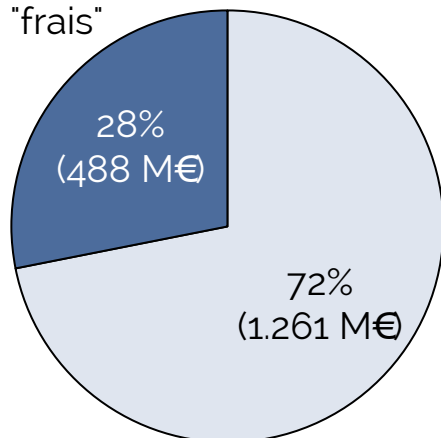
# Des annulations de crédits qui touchent la quasi-totalité des missions du budget général

Missions contributrices nettes	AE (en M€)	CP (en M€)	AE (en % des crédits ouverts en LFI)	CP (en % des crédits ouverts en LFI)
Crédits non répartis	-228,34	-8,34	-68,1%	-23,5%
Outre-mer	-91,29	-114,69	-4,4%	-5,6%
Relations avec les collectivités territoriales	-41,50	-147,17	-1,1%	-4,9%
Politique des territoires	-11,80	-20,27	-1,8%	-2,9%
Action extérieure de l'État	-71,01	-60,07	-2,3%	-1,9%
Écologie, développement et mobilité durables	-120,29	-98,56	-1,3%	-1,1%
Direction de l'action du Gouvernement	-75,41	-14,41	-5,1%	-1,1%
Aide publique au développement	-49,17	-25,43	-2,5%	-1,0%
Santé	-12,51	-11,81	-1,0%	-0,9%
Culture	-12,65	-18,28	-0,5%	-0,7%
Conseil et contrôle de l'État	-17,75	-4,11	-2,7%	-0,6%
Justice	-172,86	-46,94	-2,0%	-0,6%
Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation	-15,98	-14,76	-0,6%	-0,6%
Gestion des finances publiques et des ressources humaines	-52,89	-58,10	-0,5%	-0,5%
Médias, livre et industries culturelles	-4,75	-2,75	-0,9%	-0,5%
Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales	4,19	-12,58	0,2%	-0,5%
Administration générale et territoriale de l'État	-10,52	-8,78	-0,4%	-0,3%
Économie	-1,71	-5,70	-0,1%	-0,3%
Engagements financiers de l'État	-133,28	-82,20	-0,3%	-0,2%
Solidarité, insertion et égalité des chances	-31,26	-25,25	-0,2%	-0,1%
Travail et emploi	-4,72	-5,14	0,0%	0,0%
Recherche et enseignement supérieur	-8,21	-8,71	0,0%	0,0%
Sécurités	-0,73	-0,49	0,0%	0,0%
Égalité des territoires et logement	-6,96	12,74	0,0%	0,1%

Les annulations portent pour 72 % en AE et 95 % en CP sur les crédits mis en réserve (« gelés »)

### Annulations en autorisations d'engagement

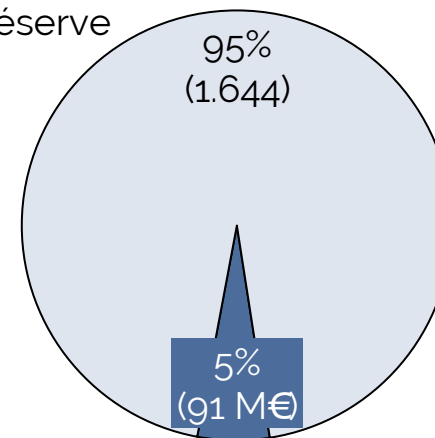
AE annulés sur crédits "frais"



AE annulés sur mise en réserve

### Annulations en crédits de paiement

CP annulés sur mise en réserve



CP annulés sur crédits frais

Source : commission des finances du Sénat, d'après les réponses du Gouvernement au questionnaire du rapporteur général

## 672 millions d'annulations artificielles sur la mission « Défense »

- 290,4 millions d'euros en AE et 671,9 millions d'euros en CP sont annulés par le décret d'avance sur le programme 146 « Équipement des forces » de la mission « Défense »
- Le projet de loi de finances rectificative pour 2016 prévoit la ré-ouverture de ces crédits sur le même programme 146

➔ **L'équilibre entre ouvertures et annulations est donc factice**

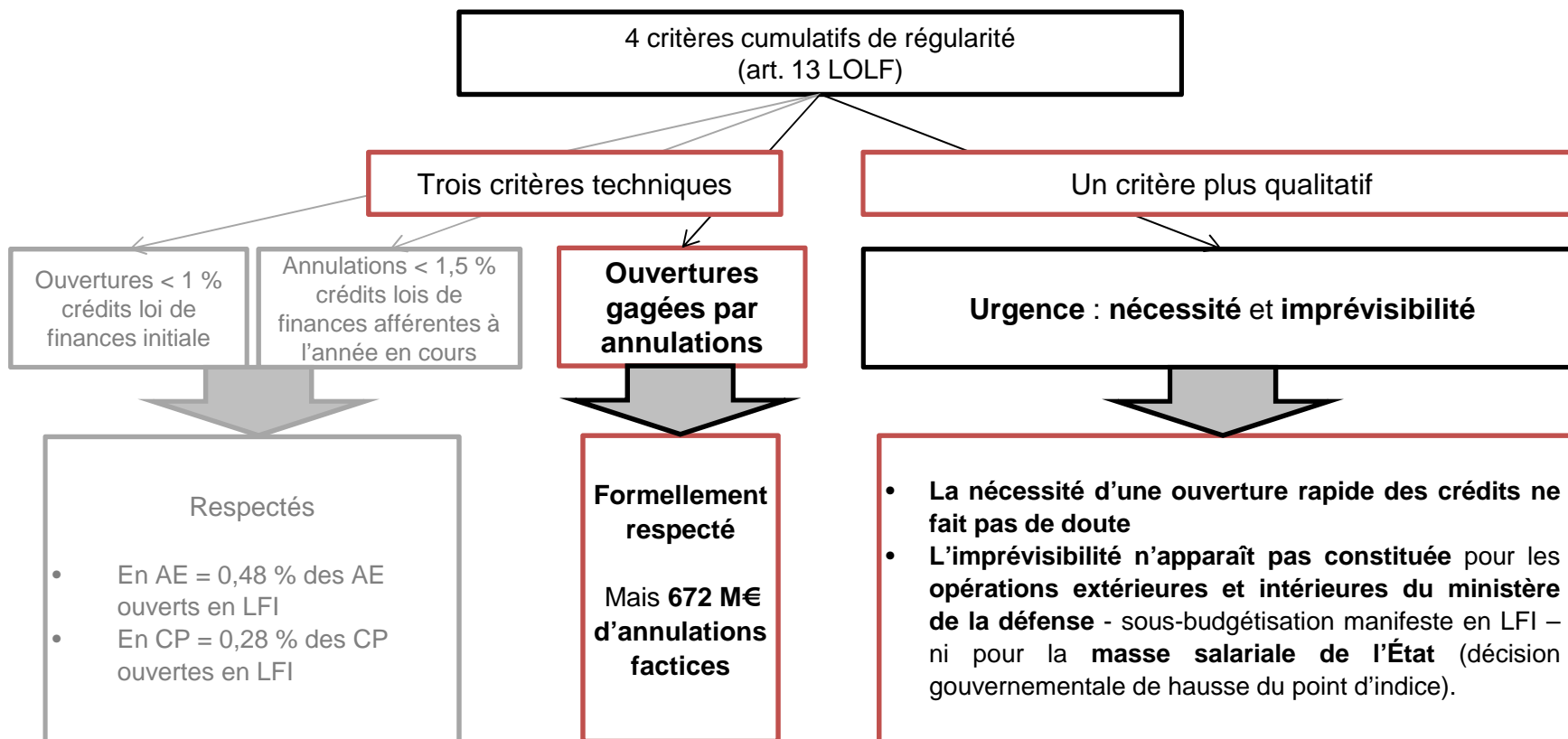
- **C'est la deuxième fois en 2016 que des annulations ne traduisent pas de réelles économies:** le décret d'avance examiné en septembre était largement financé en autorisations d'engagement (894 millions d'euros) par des annulations sur le compte spécial « Participations financières de l'État », alors que les montants inscrits sur le compte sont purement conventionnels

### **III. – Le contrôle du respect des conditions fixées par la LOLF**

### III – Le contrôle du respect des conditions fixées par la LOLF



## Un décret d'avance respectant formellement les critères de régularité organiques





## Projet de décret d'avance – novembre 2016

Albéric de Montgolfier, rapporteur général  
Commission des finances  
Mardi 29 novembre 2016

